



Suède: l'école débranche?

Longtemps présentée comme un modèle de digitalisation de l'école, la Suède ajuste aujourd'hui sa trajectoire. Tablettes généralisées, manuels largement dématérialisés, évaluations sur écran: pendant plus d'une décennie, le numérique a incarné une modernisation pédagogique ambitieuse. Cette orientation visait à préparer les élèves à une société hautement connectée et à renforcer leurs compétences digitales.

Le cap n'est pas renversé, mais il est infléchi. À la lumière de résultats en lecture jugés préoccupants, notamment dans les enquêtes de l'OCDE (PISA), le gouvernement suédois a décidé de réinvestir dans les manuels imprimés, d'encourager la lecture sur papier et de redonner une place plus explicite à l'écriture manuscrite dans les premières années de scolarité. Ce mouvement traduit moins un rejet du numérique qu'un souci de rééquilibrage.

Les autorités suédoises rappellent désormais que la technologie doit servir l'apprentissage, et non s'y substituer. Les recherches sur la compréhension en lecture, l'attention soutenue ou la mémorisation ont nourri une réflexion sur les effets d'un usage intensif des écrans, en particulier chez les plus jeunes élèves. Lire sur écran mobilise-t-il les mêmes processus cognitifs que lire sur papier? L'écriture au clavier construit-elle les mêmes automatismes que l'écriture manuscrite? Sans dramatiser, ces questions méritent d'être posées.

Ce repositionnement résonne en Suisse. Nos plans d'études intègrent les compétences numériques, nos cantons investissent dans l'équipement et la formation, et de nombreuses écoles expérimentent avec conviction. L'expérience suédoise invite toutefois à maintenir une vigilance accrue en se demandant si nous avons suffisam-

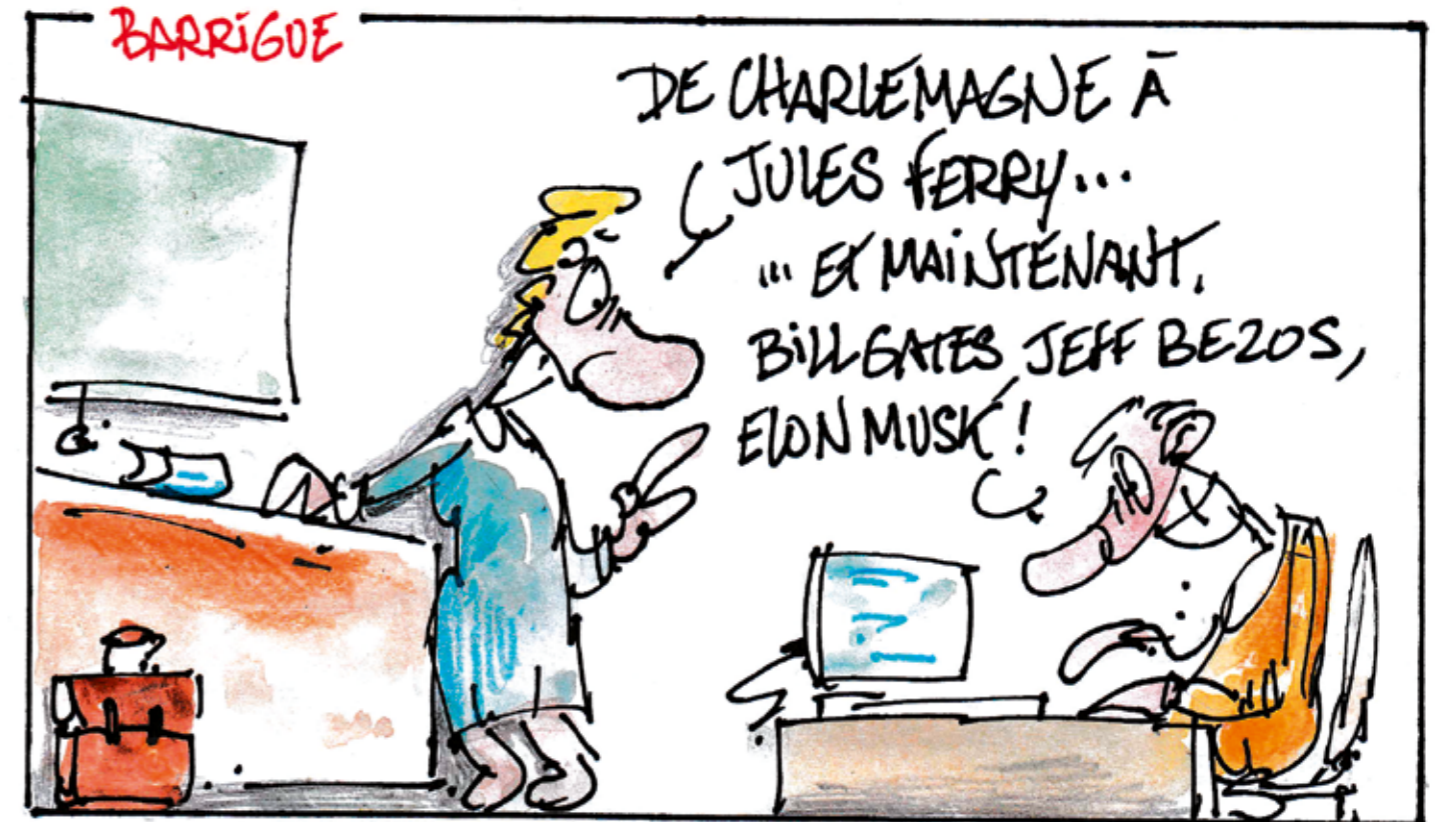
Moderniser l'école ne signifie peut-être pas intensifier la présence des technologies, mais choisir avec discernement quand et comment les mobiliser.

ment documenté les effets du numérique sur les apprentissages fondamentaux; si l'innovation technologique s'accompagne toujours d'une évaluation pédagogique rigoureuse.

L'enjeu ne consiste pas à opposer écran et papier. Il s'agit de clarifier nos priorités éducatives et de distinguer le numérique comme objet d'apprentissage, comme outil didactique et comme environnement quotidien des élèves. Moderniser l'école ne signifie peut-être pas intensifier la présence des technologies, mais choisir avec discernement quand et comment les mobiliser.

En rééquilibrant sa politique, la Suède rappelle qu'une école innovante est d'abord une école lucide, capable d'ajuster ses pratiques à la lumière des connaissances et de ses objectifs éducatifs.

David Rey, président du SER



Expression orale en allemand

Selon un article de la RTS, daté du 30 mars 2026, l'apprentissage de l'allemand constitue un défi persistant pour de nombreux élèves romands, en particulier en ce qui concerne l'expression orale. Afin de renforcer ces compétences, certains établissements scolaires ont recours à des assistants de langue issus de pays germanophones. Ce type de dispositif répond à un besoin identifié par les milieux éducatifs, dans un contexte où les compétences orales occupent une place croissante dans l'apprentissage des langues étrangères. Il est généralement bien accueilli par les élèves et les enseignant·es, qui y voient un complément utile à l'enseignement traditionnel. Toutefois, sa mise en œuvre varie selon les cantons et les établissements. À ce jour, seul le canton du Jura propose en-

core un recours systématique à des assistants de langue sur l'ensemble de l'année scolaire, tandis que d'autres cantons y ont renoncé, notamment pour des raisons budgétaires.

Parallèlement, les établissements de Suisse alémanique font régulièrement appel à des assistants francophones afin de renforcer l'apprentissage du français. Dans ce contexte, la mise en place d'un programme d'échanges linguistiques à l'échelle nationale est évoquée. Une telle initiative permettrait de favoriser les échanges entre régions linguistiques et de renforcer, à plus long terme, les compétences interculturelles et pédagogiques des futures enseignant·es.

(dr)

Débat à l'école

Les autorités scolaires vaudoises ont revu leurs directives sur les débats politiques à l'école à la suite d'une décision du Tribunal fédéral. En août 2023, elles avaient instauré une interdiction des débats électoraux dans les dix semaines précédant une élection, afin d'éviter toute forme de propagande auprès des élèves, conformément à la Loi sur l'enseignement obligatoire. Cette règle faisait suite à plusieurs situations jugées problématiques.

Contestée en justice, cette mesure a été jugée disproportionnée par le Tribunal fédéral en mars 2026. Les directions générales de l'enseignement ont donc adapté leurs directives, entrées en vigueur le 31 mars 2026. Désormais, les débats politiques restent autorisés, mais sont soumis à l'autorisation des directions d'établissement.

Celles-ci devront veiller à garantir des échanges équilibrés, une représentation diversifiée des opinions et une modération adéquate, notamment en période électorale. L'objectif est de concilier le respect du cadre légal avec la promotion de l'éducation à la citoyenneté, qui demeure une priorité du canton de Vaud. Pour plus d'informations, voir le communiqué de presse du 31 mars 2026.

(dr)

Chiffre du mois

42% des enfants fréquentent une crèche ou une structure d'accueil mise à disposition par l'école. Cette proportion a augmenté de huit points de pourcentage depuis 2020.